



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Tsunami-p-3>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°26 > **Tsunami**

1er février 2005

Tsunami

Le Réseau "Sortir du nucléaire" demande la vérité sur l'inondation de la centrale nucléaire indienne de Kalpakkam inondée par le tsunami du 26 décembre 2004 et la fermeture des réacteurs nucléaires situés en bord de mer.

Communiqué de presse du Réseau "Sortir du nucléaire" du 10 janvier 2005

Il est légitime de douter des déclarations des autorités indiennes, qui ont déjà menti dans cette affaire en déclarant, dans un premier temps, que l'installation nucléaire avait été arrêtée préventivement, à l'annonce de l'arrivée de la vague, alors qu'elle a été de toute urgence en situation d'inondation.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" exprime sa solidarité avec les victimes du tsunami et estime que les sommes financières dédiées à la reconstruction des régions d'Asie dévastées doivent permettre de développer massivement les énergies renouvelables, lesquelles :

- permettent aux habitants et communautés d'être autonomes et indépendants des multinationales de l'énergie ;
- sont fortement créatrices d'emplois, qui plus est des emplois harmonieusement répartis sur les territoires et non concentrés comme avec le nucléaire ;
- sont beaucoup plus adaptées aux événements climatiques (séismes, tempêtes, canicules) que les productions centralisées et leurs réseaux de lignes très hautes tensions inséparables du nucléaire ;
- ne font pas courir aux populations les risques insensés du nucléaire.

A ce sujet, le Réseau "Sortir du nucléaire" estime que l'inondation de la centrale nucléaire de Kalpakkam rappelle celle de la centrale nucléaire du Blayais (Gironde) lors de la tempête de décembre 1999, au cours de laquelle le scénario catastrophe n'avait été évité que par miracle. De toute évidence, les instances internationales de contrôle du nucléaire sont incapables de tirer les enseignements des événements déjà survenus.

Par ailleurs, le Réseau "Sortir du nucléaire" estime que la question est maintenant posée de la présence de centrales nucléaires près des côtes, comme c'est par exemple le cas en France avec les

centrales nucléaires de Gravelines (Nord), Paluel et Penly (Seine-Maritime), Flamanville (Manche) et Le Blayais (Gironde).

De plus, la question des tsunamis doit remettre totalement en cause la construction du réacteur EPR à Flamanville... et ailleurs : en effet, la canicule 2003 a démontré que l'EPR ne pouvait être construit qu'en bord de mer !

Pour le Réseau "Sortir du nucléaire", le drame du tsunami confirme qu'il est nécessaire de fermer au plus vite les centrales nucléaires, avant que l'irréparable ne se produise, et de mettre en œuvre les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Par ailleurs, le Réseau "Sortir du nucléaire" tient à disposition des documents qui montrent que :

- en plus de celles situées en bord de mer, la majorité des centrales nucléaires françaises sont inondables, en particulier les sites suivants : Bugey, Golfech, Cruas, Saint-Alban, Saint-Laurent, Dampierre, Belleville, et Chinon ;

- la majorité des centrales nucléaires françaises est inadaptée au risque sismique : le Réseau "Sortir du nucléaire" s'est procuré des documents internes à EDF qui montrent que les chiffres retenus pour le risque sismique sont très gravement contestés par l'Autorité de sûreté nucléaire. Les documents montrent qu'EDF se refuse, pour des raisons purement financières, à mettre en œuvre les mesures nécessaires.

Grâce au fonds de solidarité du Réseau "Sortir du nucléaire", le Conseil d'administration étudie actuellement la possibilité d'un soutien financier pour un projet destiné directement aux populations locales défavorisées. Vous pouvez envoyer votre don à :

Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge

69317 Lyon Cedex 04.

Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire" Mention "Fonds de solidarité"